



Emmanuel Macron, Pedro Sánchez, Angela Merkel, Theresa May n'ont aucun droit de poser un ultimatum au Venezuela

Par [Eric Toussaint](#)

Mondialisation.ca, 28 janvier 2019

[CADTM](#)

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#),

[L'Europe](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Économie](#), [Histoire et Géopolitique](#),
[Loi et Justice](#)

Analyses: ["Putsch" au Venezuela](#)

Samedi 26 janvier 2019, Emmanuel Macron, Pedro Sánchez, Angela Merkel, suivis par Theresa May ont donné 8 jours au gouvernement du Venezuela pour convoquer des élections. Passé ce délai si le gouvernement vénézuélien ne se plie pas à cette injonction, Macron, Sanchez, Merkel et May annoncent qu'ils reconnaîtront Juan Guaidó qui s'est autoproclamé président du Venezuela le 23 janvier 2019.

Le lendemain de cet ultimatum, le président français a entamé une visite officielle de trois jours en Égypte afin d'apporter une fois de plus son soutien au maréchal Abdel Fattah al-Sissi qui est à la tête d'un régime dictatorial semblable à, voire pire que, celui de Hosni Moubarak qui a été renversé par le peuple en février 2011. Le maréchal al-Sissi a pris le pouvoir en 2013 par un coup d'État, détournant et étouffant les aspirations de celles et ceux qui s'étaient soulevés en masse pour renverser Mohamed Morsi, et il est choyé par le président français.

Sissi est responsable d'une répression massive et brutale. Dans les prisons égyptiennes croupissent des dizaines de milliers de prisonniers politiques, la peine capitale a été prononcée par des tribunaux militaires contre des centaines d'opposants, les organisations de défense des droits humains dénoncent la persécution massive et les centaines d'exécutions extrajudiciaires de militants syndicaux et d'autres activistes ainsi que des journalistes indépendants du régime. Le régime de Sissi organise littéralement la terreur en Egypte et Macron lui rend visite, le soutient et lui vend des armes. Les gouvernements britannique, espagnol et allemand vendent aussi des armes à Sissi et le soutiennent.

Quant au régime espagnol, rappelons que José María Aznar, chef du gouvernement espagnol de 1996 à 2004, avait soutenu le coup d'État contre Hugo Chávez en avril 2002. Pedro Sánchez humilie le peuple espagnol en suivant l'exemple d'Aznar en menaçant le président élu Nicolás Maduro de reconnaître le président autoproclamé Guaidó directement soutenu par Washington et les pires gouvernements latino-américains.

Aucun de ces quatre gouvernements européens ne dénonce l'assassinat systématique des leaders sociaux et les violations de l'accord de paix en Colombie.

La gauche a bien des raisons d'exprimer de très fortes critiques à l'égard du gouvernement de Nicolás Maduro. Parmi les critiques qu'il faut exprimer : la poursuite du paiement de la dette externe au lieu de déclarer un moratoire et d'utiliser les ressources financières ainsi épargnées pour faire mieux face à la crise humanitaire qui accable le peuple vénézuélien. Le CADTM dès 2016 avait exhorté le gouvernement vénézuélien à procéder à un audit de la dette avec la participation des citoyens et citoyennes (<http://www.cadtm.org/Le-CADTM-AYNA-exhorte-le>). D'autres critiques de gauche de la politique du gouvernement Maduro sont également justifiées : l'absence de combat contre la fuite des capitaux organisée avec la complicité des plus hautes autorités de l'administration et du gouvernement, la poursuite du modèle extractiviste exportateur favorisant l'épuisement des ressources naturelles du pays, la répression contre des délégués syndicaux et d'autres activistes, le développement de politiques clientélistes et un fonctionnement de l'assemblée constituante qui ne répond pas aux espoirs que son élection avait suscités.

Mais en tant que militants de gauche respectueux du droit des peuples à l'autodétermination, on ne peut en aucun cas accepter un ultimatum du type de celui émis par Macron, Sánchez, Merkel et May et on doit s'opposer avec la plus grande vigueur possible à la politique de Washington et du groupe de Lima qu'il dirige. Il faut dénoncer le coup du président autoproclamé Guaidó.

Éric Toussaint

En lien avec l'actualité, voir également l'article de Nathan Legrand du 28 janvier 2019 : [Égypte : La France a du sang sur les mains](#)

La source originale de cet article est [CADTM](#)
Copyright © [Eric Toussaint](#), [CADTM](#), 2019

Articles Par : **[Eric Toussaint](#)**

A propos :

Eric Toussaint docteur en sciences politiques des universités de Liège et de Paris VIII, porte-parole du CADTM international et membre du Conseil scientifique d'ATTAC France. Il est l'auteur des livres, *Capitulation entre adultes : Grèce 2015, une alternative était possible*, Syllepse, 2000, *Le Système Dette. Histoire des dettes souveraines et de leur répudiation*, Les liens qui libèrent, 2017 ; *Bancocratie*, ADEN, Bruxelles, 2014 ; *Procès d'un homme exemplaire*, Éditions Al Dante, Marseille, 2013 ; *Un coup d'œil dans le rétroviseur. L'idéologie néolibérale des origines jusqu'à aujourd'hui*, Le Cerisier, Mons,

2010. Il est coauteur avec Damien Millet des livres AAA, Audit, Annulation, Autre politique, Le Seuil, Paris, 2012 ; La dette ou la vie, Aden/CADTM, Bruxelles, 2011. Ce dernier livre a reçu le Prix du livre politique octroyé par la Foire du livre politique de Liège. Il a coordonné les travaux de la Commission pour la Vérité sur la dette publique de la Grèce créée le 4 avril 2015 par la présidente du Parlement grec. Cette commission a fonctionné sous les auspices du parlement entre avril et octobre 2015.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca